Burundi: Le maintien des sanctions de l'OIF ne se justifie pas à Bujumbura

PANA, 13 juillet 2019 Bujumbura, Burundi - Le président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda, a déclaré samedi sur les antennes de la radio publique, avoir plaidé, à la tribune de la 45à me Session parlementaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), du 4 au 10 juillet dernier, à Abidjan, en Cà te d'Ivoire, pour la des sanctions "injustes" de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) contre le Burundi, dans la foulée de la crise électorale et des droits humains de 2015.

La 45à me session avait été placée sous le thà me central : « Le Parlement et le renforcement de la dé mocratie dans les pays de l'APF », a-t-il rappelé. Du fait de ces sanctions «injustifiées», le Burundi n'a pas de représentant diffĩrentes instances de prise de décision de l'OIF, a déploré le président de l'Assemblée nationale dont lâ€ été que son pays doit quitter le statut «anormal» de simple observateur à l'OIF. Un tel statut « n'est pas norm donné que « nous contribuons à la vie de l'organisation au mÃame titre que les autres pays membres », a-t-il justifié Pour le président de l'Assemblée nationale, l'OIF doit se rendre à l'évidence que la situation du Burundi nâ€ dans le sens positif, ces dernià res années, et procéder à la révision de ses sanctions. Au Burundi, des élections libres "se tiennent r©guliÃ"rement », la sécurité « y est globalement bonne », les droits humains « y sont respectés », ι nouvelle Constitution a été récemment adoptée par voie référendaire « pour renforcer la démocratie », a-t-il é C'est ce discours qui a touché « pas mal de collà gues » à Abidjan, a-t-il soutenu, citant, entre autres, le président c l'Assemblée nationale de Cà te d'Ivoire, Amadou Soumahoro, nouvellement élu à la tête de l'APF. Le nouve de l'APF a promis d'être « l'ambassadeur du Burundi » et d'y conduire prochainement une mission pour sa situation réelle du pays, selon la même source. C'est en avril 2016 que l'OIF a décidé de suspendre sa coopé le Burundi, sans toutefois l'exclure définitivement de la liste des pays membres. L'OIF estime que le pouvoir burunda fait pas preuve d'assez de bonne volonté pour sortir le pays de la crise ouverte par la candidature du chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, à un troisiÃ"me quinquennat controversé jusque dans son propre camp. C'est dans cette controverse généralisée que le Président Pierre Nkurunziza avait fini par briguer et gagner un troisià me quinquennat, depuis 2005. Sous de fortes pressions internes et de la communauté internationale, le président burundais a, entre temps, annoncé publiquement qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections générales de 2020. L'oppos burundaise dit attendre pour voir si le chef de l'Etat sortant tiendra sa promesse, dans un contexte socio-politique national toujours délétÃ"re et marqué par une forte méfiance entre les protagonistes politiques du pays. Du cà té de la communauté internationale au chevet du pays, la sous-région reste sur un échec dans ses multiples tentatives d'amer les protagonistes de la crise burundaise à la table des discussions. Au-delÃ, l'Union européenne (UE) principal partenai technique et financier, ne bouge pas sur sa décision d'imposer des sanctions contre le pouvoir burundais, jusqu'Ã un solution négociée avec l'opposition pour résorber une crise devenue multidimensionnelle, à force de s'inscrire da durée. Le torchon brûle encore entre Bujumbura et l'Union africaine (UA), suite à une récente tentative de reprendre main sur le « dossier Burundi », de la part de l'organisation continentale. Le Commissaire à la Paix et à la Sécurité l'UA, Ismail Cherqui, a fait l'objet, ces derniers jours, d'attaques ciblées à Bujumbura, suite à une déclaration devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, sur l'urgence de relancer le dialogue inter-burundais », à moins d'une année de nouvelles échéances électorales dans le pays. « Il n'y a pas d'autres alternatives : le dialogue inter-burundais ir doit reprendre dans les plus brefs délais, car il constitue, sans aucun doute, le seul moyen susceptible de promouvoir et de renforcer la cohésion nationale, permettant ainsi la restauration de la paix, de la sécurité durable et de la réconciliation dans ce pays », soutenait M. Chergui, le 14 juin 2019 devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. De telles affirmations, « on ne peut plus mensongà res, vicieuses et tendancieuses, n'ont aucun autre but caché et inavoué que de poursuivre et parachever, si c'est encore possible, le coup d'Etat rampant, avorté en 2015 », a rétorqué le c l'Etat burundais. La tentative de putsch militaire manqué faisait suite à un mouvement insurrectionnel des milieux opposés à un troisiÃ"me mandat présidentiel, jugé contraire à la Constitution du pays. Bien plus, «au moment où le peuple burundais se prépare sans désemparer aux élections de 2020 et au moment où la Commission électorale nationale indépendante (CENI) vient de rendre public le calendrier électoral de 2020, les propos de Chergui aux Nations Unies constituent, ni plus, ni moins, des man\(^4\)"uvres dilatoires et de diversion pour torpiller le grand rendez-vous \(^6\)©lectoral de 2020 », reste-t-on convaincu à Bujumbura.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 12:41